



Le 10 avril 2013, à la veille de la rencontre entre François Hollande et son homologue ivoirien, Alassane Dramane Ouattara, au palais de l'Elysée, la famille de Guy-André Kieffer et les parties civiles ont écrit au président français pour lui demander d'évoquer avec son interlocuteur la disparition, en 2004 à Abidjan, du journaliste franco-canadien **Guy-André Kieffer**.

"Nous n'ignorons pas que les sujets au menu de votre discussion seront nombreux. Nous attendons néanmoins de la présidence française, *a fortiori* à moins d'une semaine du neuvième anniversaire de l'enlèvement de Guy-André, qu'elle fasse le point sur ce dossier avec la partie ivoirienne", indique le courrier signé par Canelle Kieffer, fille de Guy-André Kieffer, Aline Richard, présidente de l'Association Vérité pour Guy-André Kieffer, et Christophe Deloire, secrétaire général de Reporters sans frontières.

"Depuis environ un an, les parties civiles notent des évolutions positives en Côte d'Ivoire : nominations d'un nouveau juge d'instruction et d'un procureur, travail du juge français facilité. Cependant, nous constatons avec regret que le dossier n'avance pas suffisamment vite et que, aujourd'hui, la vérité sur le sort de Guy-André n'est toujours pas connue", poursuit la lettre.

"Il s'agit pourtant de la disparition d'un ressortissant français et d'une affaire qui, si elle était résolue, enverrait un signal fort quant au respect de la liberté de la presse et la lutte contre l'impunité en Côte d'Ivoire.

C'est pourquoi nous vous demandons de bien vouloir réaffirmer, avec le chef de l'Etat ivoirien, la détermination des plus hautes autorités de la France et de la Côte d'Ivoire à connaître enfin la vérité".

Le 16 avril 2013, neuf ans jour pour jour après l'enlèvement de Guy-André Kieffer, sa famille et les parties civiles seront reçues au ministère français des Affaires étrangères.

Rappel des faits

Le 16 avril 2004, Guy-André Kieffer, journaliste spécialisé dans les matières premières et les questions économiques et financières, a été enlevé par un commando sur le parking d'un supermarché d'Abidjan, alors qu'il avait rendez-vous avec Michel Légré, le beau-frère de Simone Gbagbo. Le reporter enquêtait à l'époque sur un ensemble de malversations dans la "filière cacao", dont la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial. Le 28 avril 2004, la famille du journaliste décide de porter plainte contre X pour enlèvement et séquestration, suivie de Reporters sans frontières quelques jours plus tard.

L'enquête instruite par le juge Patrick Ramaël, saisi de l'affaire, s'est longtemps heurtée aux relations tumultueuses entre la France et la Côte d'Ivoire, aux difficultés pour mener des recherches sur place, et à l'omerta qui entourait les protagonistes de l'affaire, tous proches de la Présidence ivoirienne de l'époque. Depuis le changement de pouvoir en avril 2011 en Côte d'Ivoire, le juge a effectué plusieurs voyages sur place.

Retour sur neuf ans de mobilisation internationale

Pendant ces neuf dernières années, les proches et les collègues de Guy-André Kieffer n'ont eu de cesse de dénoncer cet enlèvement et l'enlisement de l'enquête. En 2005, pour le premier anniversaire de la disparition du journaliste, une soirée chants et poésie a été organisée à la Chapelle des Lombards. Reporters sans frontières, Osange Silou-Kieffer, l'association "Vérité pour Guy-André Kieffer" et le "Comité de soutien breton pour Guy-André Kieffer" sont également venus déverser du cacao liquide et des faux dollars, le 15 avril 2005, devant l'ambassade de Côte d'Ivoire à Paris. Suivront une opération "Que savait Guy-André Kieffer ?" au Salon du chocolat à Paris, le 28 octobre 2006, et une campagne d'affichage sauvage par pochoirs représentant le journaliste, dans différents endroits de Paris dont l'ambassade de Côte d'Ivoire, le 16 avril 2007. De son côté, le Club de la presse de Lyon a organisé depuis 2004 de très nombreuses actions de mobilisation et de soutien en appui aux initiatives de la famille lyonnaise de Guy-André Kieffer (campagnes de presse, concerts de soutien, colloques).

Les actions ne se sont pas arrêtées là. A l'occasion du cinquième anniversaire de l'enlèvement du journaliste, sa famille, les comités de soutien et Reporters sans frontières ont organisé une manifestation sur la place de la Bastille à Paris ainsi qu'une soirée "Musique et Poésie" au Cabaret Sauvage. Un an plus tard, le 15 avril 2010, une conférence de presse a été organisée dans les locaux de Reporters sans frontières en présence de la famille et des comités de soutien. Une autre, animée par le collectif ivoirien Vérité Guy-André Kieffer, a eu lieu à Abidjan, avec le soutien de l'Union nationale des journalistes de Côte d'Ivoire (UNJCI). A cette occasion, des visuels de 4x3m avec le portrait de Guy-André Kieffer étaient pour la première fois affichés dans les rues et les avenues d'Abidjan. Le lendemain, une soirée chants et poésie était également organisée au musée Dapper à Paris. En 2011 enfin, une marche silencieuse s'est tenue de la Place de la Bourse au jardin des tuileries, à Paris.

Le 16 avril 2012, Osange Silou-Kieffer se rend sur le lieu où son mari a été enlevé à Abidjan. Elle convie la presse et les personnes qui suivent le dossier à l'accompagner pour rendre hommage à Guy-André. Les membres du Collectif ivoirien Vérité Guy-André Kieffer sont également présents. A Paris, Canelle Kieffer, la fille du journaliste, invite à un rassemblement devant la fontaine Saint-Michel. Le lendemain, Osange Silou-Kieffer et Reporters sans frontières sont reçus par le président Alassane Ouattara qui leur promet que "personne ne sera protégé".

Ambroise PIERRE

Source : Reporters sans frontière

Pour un rappel complet de l'affaire Guy-André Kieffer, consultez [la chronologie établie par Reporters sans frontières](#)